

LE RÔLE DES ANARCHISTES DANS LES SYNDICATS...

1 - La crise du syndicalisme

Le mouvement syndical traverse depuis plusieurs dizaines d'années une crise très grave. Créé (par des anarchistes) pour être l'organisation de la classe opprimée en lutte pour mettre un terme à l'oppression sous toutes ses formes et dans tous les domaines (économie, culture, etc...), préfiguration par ses formes fédéralistes des structures d'une société communiste-libertaire, il a été divisé, après que les anarchistes en eurent été chassés, par les partis «*ouvriers*» et l'Église catholique. Chaque morceau de ce que fut la C.G.T. n'étant plus que l'appendice du Parti communiste ou socialiste ou de l'Église romaine de France, si on y ajoute la C.F.T.C. Par voie de conséquence, chacune des caricatures de centrale syndicale n'a plus, pour activité, que celle qui consiste à introduire dans la classe ouvrière la politique des politiciens des partis de gauche ou de l'Église. Depuis des dizaines d'années, le mouvement syndical n'a plus de politique de classe, et, la référence à la disparition des conditions salariale et patronale, dans les statuts confédéraux, ne sont plus que de pure forme, une simple relique rappelant le glorieux passé. Le *Premier Mai* n'est plus cette journée commémorative du sacrifice des cinq martyrs de Chicago (cinq anarchistes de ce qui devenait l'*American Federation of Labour*, l'équivalent américain de feu la C.G.T. de France) tombés dans le combat pour les «*huit heures de travail, huit de repos, huit de loisirs*». Le *Premier Mai* n'est plus qu'une vague fête du muguet. Parallèlement, les responsables des syndicats se sont intégrés dans l'appareil d'État, à travers des organismes tels que le «*Conseil Économique et Social*», le «*Haut-Commissariat au Plan*», le «*Conseil du Marché Commun*», etc... Les «*chefs*» syndicaux se vautrent dans la boue de la collaboration des classes, et, si de temps à autres, ils consentent à lancer des actions, celles-ci sont toujours limitées à des revendications de détails (et encore, on se garde bien de condamner les heures supplémentaires, ou, la hiérarchisation exagérée de plus en plus et bien d'autres choses encore, ce qui serait pourtant élémentaire!) et à des formes d'action parfaitement inopérantes, ne mettant pas en danger le pouvoir des capitalistes et... les fromages des bonzes syndicaux, ça va de soi!

Si on n'y prend garde, cette situation va aller s'aggravant et la disparition du syndicalisme peut être considérée comme prochaine, faute d'un redressement aussi vigoureux qu'immédiat. Déjà, il y a plus de dix ans, l'extrême droite avait tenté, par le biais des «*syndicats indépendants*» de s'introduire dans le mouvement ouvrier à travers ses propres «*syndicats*». Plus récemment, devant l'échec des précédents, la même extrême-droite (dont les éléments les plus rusés, donc les plus dangereux, occupent aujourd'hui le pouvoir en France) a tenté et partiellement réussi la colonisation de certains syndicats autonomes et leur unification avec plusieurs centrales de «*syndicats indépendants*». Or les récentes élections à la Sécurité Sociale, si elles confirment la déroute des syndicats «*indépendants*», démontrent aussi celle des «*syndicats unifiés*» (C.G.S.U.) (autonomes-indépendants).

Pour aller plus loin dans la voie de la fascisation de ce pays, il est indispensable au gouvernement et à son parti (l'U.N.R.) de museler la classe ouvrière en domestiquant ses syndicats, faute de parvenir à en créer d'autres, couchés aux pieds du Maître.

Déjà, on parle de «*donner aux représentants des salariés, la place qui leur revient de droit, dans la gestion de la communauté nationale*». Il faut que nous dénoncions cette phraséologie faussement révolutionnaire. Car, si on envoie les dirigeants des centrales syndicales siéger au Sénat, où ils ne joueraient que le rôle de potiches, grassement rétribuées pour services éminents rendus au Capital, soyons certains que nos compères seront très «*sages*» avec le patronat, les Églises et l'État. Ils pourront toujours prétendre que leur fromage de sénateur a une utilité «*révolutionnaire*»!

Un vent de révolte souffle dans la jeunesse. Et pourtant, il y a peu de jeunes dans les syndicats. Il y a

en revanche une proportion inquiétante de «*blousons noirs*». Le phénomène «*blouson noir*» est un acte de révolte contre une société dans laquelle les jeunes étouffent encore plus que tous les autres. Parce que l'homme ou le romantisme (entre autres valeurs) n'y comptent plus guère. Que cette révolte des B.N. ne débouche sur le néant et soit purement gratuite et négative, c'est rigoureusement certain. Mais, si les jeunes qui se tournent vers le syndicalisme sont si peu nombreux, cela tient, non pas à la nature de la jeunesse actuelle qui se joint aux anarchistes dans des proportions jamais atteintes auparavant, parce qu'elle aspire à vivre pleinement et librement, mais plutôt, au fait que le mouvement syndical intégré à la société d'exploitation n'offre plus de perspectives de lutte pour un changement radical des structures sociales, économiques, politiques et culturelles de la communauté des hommes.

Ce sont les éléments de base de ce programme naturel du syndicalisme, celui qui ouvre la voie à la Révolution libertaire, que nous allons maintenant tenter de dégager.

2- Le problème organisationnel du syndicalisme

Il y a, tout d'abord, l'affligeant spectacle du pluralisme syndical, lequel n'a même pas l'excuse de refléter le découpage entre les tendances qui expriment les différentes conceptions du syndicalisme. En effet, plusieurs tendances se manifestent dans chaque centrale et toutes se divisent en plusieurs centrales (y compris les «*léninistes*», qui se partagent entre la C.G.T. et la F.E.N. autonome). Non, cette division est plus artificielle et n'a pas d'autre objet que de tenter de subordonner telle ou telle autre fraction des syndicats, à tel ou tel autre appareil politique ou confessionnel.

Dans l'esprit des anarchistes qui avaient fondé les syndicats, ceux-ci devaient être les organisations de la classe ouvrière, laquelle est une entité économique et sociale unique. Dans ces conditions, il est nécessaire de prévoir la réunification organique du syndicalisme et de se battre pour y aboutir. Ne confondons pas: il est impensable que nous réclamions l'unité pour l'unité et de bêler ce mot d'ordre comme le font trop de militants cégétistes, lesquels estiment devoir écarter «*ce qui divise*» et évite par conséquent d'aborder les problèmes de fond que pose toute perspective d'unification syndicale. Problèmes d'organisation, problèmes de doctrine syndicaliste. L'unification syndicale ne peut se refaire que sur la base d'un programme, d'abord et, sur des méthodes de fonctionnement d'une C.G.T. réunifiée, ensuite. Or, ce programme et les méthodes d'organisation interne et de lutte, pour le faire passer dans les réalités, ne peuvent que découler d'un retour aux sources, c'est-à-dire, essentiellement à une prise de conscience de la profonde présence de la lutte des classes.

Il convient, avant de poursuivre, de faire une mise au point à propos de cette expression: la lutte des classes. Que d'encre, que d'encre, pour écrire les plus invraisemblables fadaïses sur la lutte des classes! Certains, et notamment les partisans (gaullistes ou non) de l'association «*capital-travail*» (association des voleurs et des volés, rien de moins soit dit en passant), vont jusqu'à affirmer que la théorie (sic) de la lutte des classes est périmée. Or, elle l'est d'autant plus, qu'elle n'a jamais existé. Ces gens, qui n'ont décidément pas le moindre sens du ridicule, ignorent naïvement ce «*tout petit*» détail. Il existe en effet, une certaine marge entre une théorie, qui est avant tout une construction intellectuelle, une idée jailli des esprits (que cette idée soit ou non rationnelle) et un phénomène (social, en l'occurrence) qui, lui, est un fait naturel apparent, palpable matériellement. Ainsi, comme exemple nous pourrions citer les grèves de septembre 1955 à Nantes et à Saint-Nazaire, au cours desquelles, dans la rue, se sont trouvés face à face, d'une part des dizaines de milliers d'ouvriers et, d'autre part, plusieurs milliers de C.R.S. faisant usage de leurs armes (un mort, le jeune ouvrier Jean Rigollet). Il s'agit là, d'un épisode de la lutte des classes, parmi des milliers d'autres, et nous voulons bien être pendus, si quelqu'un parvenait à nous démontrer qu'il s'agit là de théorie! Non, nous constatons là, un fait social concret, opposant les opprimés, qui revendiquent une amélioration de leur sort et qui se battent pour l'obtenir, contre la police, l'armée, les tribunaux, les Églises, et... l'État, protecteurs de ceux qui exploitent la multitude asservie, quand ils ne sont pas eux-mêmes les exploités.

Le syndicalisme doit revenir à ces méthodes de luttes, en finir avec le culte de la hiérarchie et des augmentations hiérarchisées des salaires, en finir avec cette coupable tolérance à l'égard des heures supplémentaires, du travail à la tâche ou aux pièces, en finir avec tous ces simulacres d'actions substitués à l'action elle-même et allant du débrayage d'une heure ou deux, par atelier, par chantier, par bureau, par catégorie (par personne, presque) au «*pétitionisme*» et qui donnent aux travailleurs l'illusion de faire quelque chose alors qu'en fait ils ne font rien, parce qu'on ne leur fait rien faire pour en sortir.

Le syndicalisme doit cesser de se cantonner dans la défensive à la petite semaine. De se borner à revendiquer des aménagements plus, favorables aux travailleurs, mais restant dans le cadre de la société d'ex-

ploitation. Le syndicalisme doit, au contraire, passer à l'offensive et jouer tout son rôle d'organisation des masses salariées en lutte contre le Capital et la Bureaucratie, pour le socialisme libertaire. Les moyens à employer ne peuvent qu'être à la mesure de pareilles ambitions. Ils seront nécessairement violents, pour briser la prévisible résistance des capitalistes, des politiciens, des policiers, des militaires, des ecclésiastiques, des juges et de ceux que nous aurions pu omettre dans cette énumération, si on tient compte de tous les intérêts, aussi copieux que sordides, qu'ils trouvent dans la société d'exploitation quelle qu'en soit la forme.

Il nous faut donc nous assigner comme tâche première dans les syndicats, le «*nettoyage de la maison*». C'est-à-dire, écarter des fonctions de responsabilité ceux qui en font un métier, une carrière, imposer le retrait des syndicats des organismes officiels (Conseil Economique et Social, par exemple), empêcher la nomination de «*syndicalistes-sénateurs*», faire une chasse impitoyable à ceux qui ne sont, dans les syndicats, que pour y répandre la «*merchandise*» garantie inusable et fabriquée dans les laboratoires du sacro-saint parti ou de «*notre sainte-mère l'Église*» (y a-t-il seulement une différence?) dont ils sont les porte-parole.

Le mouvement syndical ne redeviendra lui-même, que s'il parvient à reconquérir son indépendance à l'égard des partis, des sectes, des Églises, des gouvernements (même «*ouvriers*»). Le syndicat ne doit dépendre que de la classe ouvrière et, redevenir ce qu'il était à l'origine, ce qu'en avaient fait les anarchistes, l'organisation de classe des travailleurs en lutte pour l'élaboration d'une société libertaire dans laquelle chaque individu pourra enfin être lui-même, tout lui-même.

Bernard PRAT-COTTER.
